

POUR UNE EUROPE DE L'EXCELLENCE

Les propositions socialistes pour la relance de la stratégie
de Lisbonne

Discours de M. Robert Goebbels, député européen, à la
conférence "Le sommet de printemps de 2005 et
l'environnement européen", à Luxembourg, le 25 février 2005

L'Europe dispose d'une économie et d'un modèle social et environnemental qui supportent la comparaison avec n'importe quelle autre entité dans le monde. Mais nous devons faire mieux. L'Europe est à la traîne pour ce qui est de la croissance et du taux d'emploi.

En dépit de la complexité de la stratégie de Lisbonne on trouve, en son coeur, un élément très simple et pourtant mal compris. La stratégie de Lisbonne est l'expression du modèle économique, environnemental et social à travers lequel l'Europe construira son avenir - ce que les socialistes européens appellent l'**Europe de l'excellence**. Lisbonne représente le choix européen d'une voie royale vers la compétitivité. Dans le cadre de ce modèle, il est tout à fait erroné d'évoquer un marchandage entre les dimensions économique, sociale et environnementale.

L'essence de la stratégie de Lisbonne réside dans l'**interdépendance** des progrès dans ces trois domaines.

Le choix de l'Europe doit consister à fonder sa stratégie de compétitivité sur l'excellence, la qualité élevée de ses infrastructures, ses services publics, ses systèmes d'assistance sociale, sa main-d'œuvre, ses entreprises et bien davantage encore. L'Europe n'a pas d'avenir si elle cherche à être compétitive en tant que producteur à bas coût dans l'économie mondiale.

Pour favoriser des investissements et créer un environnement dans lequel des entreprises concurrentielles au niveau mondial peuvent prospérer, le modèle social et environnemental de l'Europe n'est pas un obstacle, mais un allié.

Défendre une Europe de l'excellence ce n'est pas défendre le statu quo. De hauts standards sociaux et environnementaux peuvent et doivent s'inscrire dans le cadre d'une option économique gagnante. Des changements radicaux sont nécessaires si l'Europe entend réaliser ses ambitions de Lisbonne:

Aucune économie ne peut exploiter son potentiel productif sans un cadre macro-économique favorable et approprié.

Ces dix dernières années, l'économie de l'UE a connu une croissance bien inférieure à son potentiel, ce qui a empêché la création de millions d'emplois potentiels. Les investissements privés et publics n'ont pas permis de générer de la croissance. De 4 % du PIB au début des années 1970, l'investissement public brut a chuté à 2,4 % dans la zone euro, et les investissements privés ont également chuté. Les réformes macro-économiques représentent un volet essentiel de la réanimation de la stratégie de Lisbonne.

Le commissaire Almunia a présenté des propositions de réformes du Pacte de stabilité et de croissance.

L'une des principales faiblesses du Pacte réside dans son incapacité à admettre la distinction économique essentielle existant entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement, ce qui a pour effet que les investissements sont souvent la première victime de la rigueur budgétaire. Le pacte réformé devrait faire une claire

distinction entre les investissements et les dépenses courantes, avec l'exigence que, durant le cycle économique, les gouvernements emprunteront seulement pour investir et non pour financer leurs dépenses courantes. La définition de l'investissement dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance devrait être strictement limitée à l'éducation, la R&D, les infrastructures de transport, de communications et d'énergies renouvelables.

La coordination économique entre les niveaux européen et national ploie sous une avalanche de plans et de rapports. Chaque année, les Etats membres doivent élaborer plus de 300 rapports sur le processus de Lisbonne, noyant tout message politique clair. Il convient de rendre plus simple et plus cohérente la procédure afin de rassembler tous ces documents et de créer une procédure unique de contrôle public et parlementaire.

L'investissement public et privé est un facteur crucial de transformation tant des systèmes de production que d'éducation, des marchés du travail et de l'infrastructure. Une action commune est nécessaire pour renforcer les investissements publics et stimuler les investissements privés avec une attention particulière sur la recherche et l'innovation, l'économie de la connaissance, l'éducation et la formation, les services publics et les infrastructures essentielles, incluant les réseaux transeuropéens.

Les batailles liées aux dépenses, aux niveaux national et européen, sont aussi des batailles concernant le sort de la stratégie de Lisbonne. Le Sommet de printemps devrait s'engager à élaborer des **perspectives financières** au service de la stratégie de Lisbonne.

Dans un monde où le capital est de plus en plus mobile, l'atout compétitif le plus précieux de l'Europe est sa main-d'œuvre, bien éduquée et formée, et qui dispose de l'autonomie nécessaire pour réagir à des changements constants.

Ce n'est pas un hasard si les pays scandinaves, qui ont adopté avec la plus grande détermination la stratégie de Lisbonne en matière d'excellence sociale et environnementale, figurent parmi les pays européens les plus performants sur le plan économique. Ils se sont efforcés de fournir le type de vraie sécurité d'emploi qui repose sur la capacité à entretenir une constante mise à niveau professionnelle, de sorte que l'on peut se maintenir et progresser sur le marché de l'emploi.

Un cadre compétitif moderne requiert un réexamen du concept de la flexibilité. Dans une économie mondiale en évolution rapide, les entreprises les plus prospères seront les plus souples. Celles qui misent sur des réserves tournantes de travailleurs temporaires et sur une autonomie limitée des travailleurs perdront du terrain face aux entreprises dont les salariés sont liés par une motivation fondée sur la sécurité de l'emploi et des conditions de travail décentes.

Les politiques du marché du travail et les systèmes de relations industrielles doivent être réorientées vers l'anticipation et la gestion du changement. Afin de créer une économie européenne dynamique, et persuader la main-d'œuvre européenne que le changement n'est pas une menace, mais une opportunité, nous avons besoin d'une organisation moderne du travail et des politiques actives du marché du travail.

La même logique s'applique aux politiques de protection sociale qui ont un rôle crucial à jouer dans un monde où de moins en moins de travailleurs auront un emploi à vie. Un haut niveau de protection sociale reste au centre de la stratégie de Lisbonne, et appelle au renforcement des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Si l'Europe aspire à une société de la connaissance, nous devons augmenter le niveau d'enseignement pour tous. L'Europe investit trop peu dans ses systèmes éducatifs. Un jeune européen sur cinq abandonne trop tôt les études.

Une éducation de base correcte doit aller de pair avec un apprentissage tout au long de la vie. Les économies modernes sont caractérisées par des technologies sophistiquées, par des entreprises plus mobiles et parfois à durée de vie plus courte, par une évolution rapide de la connaissance et des qualifications requises.

L'Europe doit aspirer à l'excellence dans le cadre de nos universités et de nos systèmes d'enseignement supérieur. Cela nécessite un programme de recherche et de développement ambitieux. Nous voulons la création d'un espace européen de la recherche et d'un Conseil européen de la Recherche, afin de promouvoir une approche coordonnée à l'échelle européenne, finançant la recherche de base et empirique. Il convient d'atteindre l'objectif d'un investissement égal à 3 % du PIB d'ici 2010.

La relance de la stratégie de Lisbonne intervient alors que notre environnement naturel subit une pression croissante.

Loin d'être un frein à la croissance, les politiques environnementales peuvent donner à l'UE un avantage compétitif ; dans cette perspective les socialistes attachent une grande importance au plan d'action en matière de technologies environnementales proposé par la Commission. Le développement de technologies propres et des énergies renouvelables mènera à la création d'emplois, sera un élément stimulant pour les activités de recherche et développement, réduira les coûts sociaux et de santé publique. En outre, il y aura une demande croissante pour ces technologies dans un futur proche. Les entreprises qui adopteront en premier des normes environnementales élevées bénéficieront en fin de compte d'un avantage compétitif crucial sur les marchés mondiaux.

L'UE s'est dotée de la législation environnementale la plus ambitieuse au monde. Mais la transposition et la mise en application de la législation européenne sont très souvent insuffisante. Dès lors, en matière environnementale comme pour les autres politiques, nous avons besoin d'un processus de suivi attentif.

Les socialistes plaident pour une politique résolue en matière énergétique et d'utilisation responsable des ressources: réduction de 30 à 40% des émissions de CO2 d'ici à 2040 notamment par la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et par des économies d'énergie. Ceci nécessite un renforcement des activités de recherche et développement sur le plan des technologies environnementales.

Nous voulons traduire en actions les objectifs de la législation européenne sur la sécurité alimentaire, la qualité de l'eau et la gestion des déchets. La politique des

transports doit être réexaminée, notamment par une évolution du transport routier vers des modes de transport plus favorables à l'environnement.

L'Europe de l'excellence est possible. D'ailleurs l'Union européenne est bien meilleure que sa réputation. Surtout vue de l'extérieur, l'Union est l'entité politique mondiale ayant le plus haut niveau de vie, non seulement économique mais également social et environnemental!